



14/10/2023

Rapport du Bureau National du 14 octobre 2023

Je commencerai ce rapport par la situation dramatique en Palestine et les crimes que s'apprêtent à faire Israël. Les événements en Palestine ne sont pas "un coup de tonnerre dans un ciel serein" et ceux qui se demandent quelles en sont les causes devraient regarder la vérité en face. Celle-ci révèle que les attaques de l'armée israélienne s'intensifient chaque jour et entraînent la mort de dizaines de Palestiniens, y compris des personnes âgées et des enfants. Il s'agit de crimes qui se sont multipliés ces derniers temps et qui ont été dénoncés à plusieurs reprises par notre parti. L'armée israélienne a ordonné le siège de la bande de Gaza, pilonnée sans relâche par les avions de Tsahal. Plus de 500.000 personnes ont été contraintes de fuir leur domicile dans la bande de Gaza. 1.800 personnes ont été tuées, dont 583 enfants, plus de 8000 blessés. L'armée de l'État israélien prépare sa contre-attaque sur le terrain militaire, promettant l'ouverture des « portes de l'enfer sur Gaza », les principales puissances impérialistes se sont empressées de soutenir et de défendre l'Etat colonial. Une position, au premier rang desquels figure le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron. Il a réaffirmé lors de son allocution de jeudi sa position dans la droite lignée de la politique étrangère menée par le Président français à l'égard d'Israël et de son gouvernement d'extrême-droite, occultant les crimes et les humiliations perpétrées par la politique coloniale de l'Etat d'Israël à l'encontre du peuple palestinien. Cette position qui assimile l'ensemble de la résistance palestinienne au terrorisme, niant, de fait, le droit de ce peuple à se soulever contre son oppresseur n'est pourtant pas seulement partagé par les forces soutenant historiquement le régime israélien.

Les partis de gauche français, dans leur quasi-totalité, se sont totalement alignés sur le discours du régime israélien. Une position illustrant l'alignement de ces partis aux côtés de Macron et de la droite et l'extrême droite sur la politique d'Israël. En effet, trois des quatre membres de la NUPES, le Parti socialiste (PS), le Parti communiste français (PCF) et Europe Écologie Les Verts (EELV), ont ainsi unanimement condamné l'attaque menée par la résistance palestinienne. Une attitude qui non seulement renforce les impérialistes et l'État d'Israël, mais ouvrent la voie à une légitimation d'un État colonial, dont la contre-offensive est extrêmement sanglante. Il est primordial de refuser le chantage actuel à la condamnation des actions de résistance, qui cherche à empêcher le nécessaire soutien inconditionnel du peuple palestinien dans sa lutte contre son oppresseur.

Déjà en 2014, alors que le parti socialiste est au pouvoir, plusieurs manifestations pour la Paix en Palestine, avaient été interdites par le gouvernement PS. Alors que Gaza subissait depuis dix jours les bombardements d'Israël, faisant 343 morts et 2400 blessés palestiniens, François Hollande avait « demandé au ministre de l'intérieur (Manuel Valls) que ces manifestations ne puissent pas se tenir » en France, Macron et Darmanin font un copier coller en interdisant les manifestations en soutien au peuple palestinien.

Si en 2014 l'assemblée nationale reconnaissait un état palestinien, la quasi-totalité des élus de gauche avait voté pour le texte chez les socialistes, on dénombrait cinq abstentionnistes tandis que la grande majorité de l'UMP et de l'UDI a voté contre. 68 députés n'ont pas pris part au scrutin. Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, avait plaidé en faveur du vote contre.

Les députés du groupe Radical, républicain, démocrate et progressiste sont restés partagés puisque la répartition entre "pour" et "contre" était 50-50. Toutes leurs déclarations politiques sont inacceptables, elles soutiennent les forces d'occupation, tous ces politiciens sont responsables d'avoir fermé les yeux et refusé de reconnaître l'État palestinien. Le peuple palestinien a le droit de défendre ses droits et a besoin d'un soutien et d'une solidarité populaires accrus pour poursuivre sa lutte afin de mettre fin à l'occupation israélienne, pour un État indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale.

Le gouvernement israélien est de plus en plus influencé par des éléments sionistes qui ont codifié les Palestiniens

comme des citoyens de seconde zone. L'oppression du peuple palestinien sous l'agression israélienne a atteint un point critique, ce qui a précipité les événements qui se produisent actuellement.

Le ministre israélien de la Défense a déclaré : « *J'ai ordonné un siège complet de la bande de Gaza. Il n'y aura pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant, tout est fermé. Nous combattons les animaux humains et nous agissons en conséquence* ».

Washington porte la lourde responsabilité de cette escalade, ayant fourni 3,3 milliards de dollars, rien que cette année, en aide militaire à Israël.

Depuis des années, le Premier ministre israélien Netanyahu mène son pays vers le fascisme. Cela s'est traduit par la restriction des libertés civiles, comme en témoigne l'adoption et la mise en œuvre de la loi sur l'État-nation qui déclare que seul le peuple juif peut exercer son autodétermination en Israël et dans les territoires occupés. Le gouvernement Netanyahu a également modifié les lois pour contourner la Cour suprême et intensifier l'occupation et le régime d'apartheid. Pas étonnant qu'il reçoive le soutien de Marine Le Pen.

Nous condamnons l'occupation de l'État israélien et les crimes qu'il commet systématiquement contre le peuple palestinien avec le soutien des États-Unis, de l'Union européenne et de la France qui ont provoqué des milliers de morts, d'invalides et d'emprisonnés parmi les palestiniens, des villes et des villages en ruine, des colonies dans les territoires palestiniens.

Le ministre de l'intérieur menace et veut faire taire ceux qui soutiennent les palestiniens.

La lutte contre un état d'apartheid colonialiste serait un acte antisémite ! Dénoncer un état qui est en train de mettre un blocus en coupant l'électricité l'eau et le gaz est un acte antisémite !

Dans sa liste des actes antisémites qu'il compte poursuivre, le gouvernement parle ainsi de « *déploiement de banderoles de soutien aux palestiniens* », de « *propos appelant à l'intifada* », « *d'affichettes en soutien aux Palestiniens* »... le simple fait de soutenir la lutte palestinienne devient un acte antisémite. Mardi, un rassemblement en soutien à la résistance palestinienne à Lyon a été interdit et fortement réprimé par la police qui a chargé le cortège et a lancé des gaz lacrymogènes. Comme à Marseille ou Paris. Les résistants français étaient qualifiés en 40/45 de terroristes par le régime nazi et de Vichy. L'Etat Français a traité de « *terroristes* » les combattants algériens. Les Etats-Unis ont traité de « *terroristes* » les talibans afghans et ont fini par négocier avec eux. Israël a traité « *d'organisation terroriste* » l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Les tenants de l'apartheid ont qualifié de « *terroristes* » les militants de l'ANC (Congrès national africain) .

Nous réaffirmons notre soutien au peuple palestinien, qui a le droit de défendre ses droits et a besoin d'un soutien et d'une solidarité populaires.

Lundi matin à l'ouverture des places asiatiques, les cours du pétrole ont connu une forte hausse. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a augmenté de 4,7 % et le baril américain de 4,5 %, les multinationales s'en mettent plein les poches avec le sang de milliers de victimes. Pour les consommateurs, cette crise risque d'alourdir encore plus la facture à la pompe.

La croissance mondiale est en net ralentissement.

Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) dans les pays dits avancés, le FMI anticipe un fort ralentissement, la croissance passant de 2,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023 puis à 1,4 % en 2024. Les pays émergents et les pays en développement devraient voir leur croissance reculer légèrement, de 4,1 % en 2022 à 4 % en 2023 et 2024. L'inflation mondiale restera forte de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024.

La Banque de France confirme que la progression du PIB français marque un ralentissement.

Le déficit commercial de la France se creuse encore

Le déficit commercial de la France sur les échanges de biens atteint 8 milliards d'euros en août. C'est 0,3 milliard d'euros de plus qu'en juillet : un chiffre dû à l'augmentation des importations (+0,3 milliard) pour atteindre 59,8 milliards, tandis que les exportations se maintiennent à 51,8 milliards.

L'Etat compte sur 17 milliards d'euros de hausse de ses recettes fiscales en 2024

Dans le projet de loi de Finances pour 2024, Bercy s'attend à une progression de 17,3 milliards d'euros de ses recettes fiscales nettes, par rapport à 2023. Celles-ci atteindraient 349,4 milliards d'euros. Ce supplément de recettes serait porté entre autre par une hausse des recettes de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (+ 4,1 Md€ à 100,4 Md€), plus l'inflation monte, plus les caisses de l'Etat se remplissent... pour poursuivre la baisse des impôts, notamment pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) déjà réduite de moitié en 2023, la CVAE doit disparaître complètement d'ici la fin du quinquennat.

L'indice PMI composite publié mercredi par S&P Global et la Hamburg Commercial Bank indique une forte contraction de l'activité en France en septembre par rapport au mois précédent. Selon S&P, « L'affaiblissement de la demande a entraîné une accélération de la baisse d'activité dans le secteur manufacturier comme dans celui des services (...) la diminution des carnets de commande s'est également traduite par une réduction du volume des affaires en attente dans l'ensemble du secteur privé ».

Un autre indicateur montre la forte contraction de l'activité en France: les enseignes de l'habillement font grise mine en septembre. Selon les estimations de l'Alliance du Commerce, elles ont enregistré en septembre une baisse importante de leur chiffre d'affaires en magasin de 15,6 % par rapport à septembre 2022. Cette « chute préoccupante » concerne tous les segments de marché et tous les niveaux de gamme. Vous l'aurez deviné c'est dû à la « *contrainte forte qui continue de peser sur le pouvoir d'achat des Français en raison du taux élevé d'inflation* ».

La pauvreté explose et le gouvernement a décidé de mettre le cap toujours plus dans les clous de la politique du capital, en témoignent, les nouvelles attaques contre les plus pauvres, avec des changements à venir pour le RSA.

Le projet de loi « *pour le plein emploi* » et son adoption avec la droite en première lecture poursuit la logique destructrice des conquêtes sociales entamée par Macron et son gouvernement lors de la réforme de l'assurance chômage puis de celle des retraites et vient toucher les plus pauvres parmi les plus pauvres. Pour Emmanuel Macron, il est temps « *d'aller chercher celles et ceux qui sont au RSA pour les aider et les responsabiliser* ». Ce genre de discours occulte la réalité des parcours de vie qui amènent à avoir recours au RSA pour survivre (peu de diplômes, handicap, problèmes de santé, garde d'enfants impossible...) et le cercle vicieux qui empêche de s'en sortir.

Son montant de 607 euros pour une personne seule ne permet en aucun cas d'avoir une vie digne, d'autant plus dans le contexte d'inflation que nous vivons depuis bientôt deux ans. On compte aujourd'hui 1,8 millions de foyers bénéficiant du RSA, les femmes seules avec un ou plusieurs enfants à charge représentent 29 % des bénéficiaires du RSA.

, En plus de devoir se serrer la ceinture, les bénéficiaires doivent répondre aux nombreux contrôles effectués pour soi-disant lutter contre la fraude sociale rappelons-le, n'est que de 351 millions d'euros, un tiers des personnes éligibles au RSA n'en font pas la demande, découragées par les formulaires de demande ou trop éloignées des centres d'accueil de la Caf

Alors qu'il y a 14,6 milliards pour la fraude fiscale. La fraude et l'évasion fiscale c'est là qu'il faut "*investir*" : chaque euro dépensé en la matière rapporte 21 euros aux caisses de l'Etat.

Les personnes bénéficiant du RSA sont de plus en plus stigmatisées, pointées du doigt comme « *les assisté-es de la société* »,

Toujours mieux exploiter

– un contrat d'engagement obligatoire devra être signé avec l'exigence d'une durée hebdomadaire d'activité au moins égale à 15 heures, le conseiller seul pourra décider de suspendre ou de diminuer le RSA d'une personne.

Comment justifier que recevoir 607 euros par mois pour 15 à 20 heures de travail par semaine correspond à rémunérer les allocataires à sept euros net de l'heure ! 65 % des bénéficiaires du RSA vivent sous le seuil de pauvreté.

La France n'est pas la première à s'attaquer au RSA. En Italie, Giorgia Meloni avait choisi la date du 1^{er} mai pour annoncer le remplacement du revenu de citoyenneté (équivalent du RSA)

10 millions de pauvres dans la 7^{ème} puissance mondiale.

Les associations d'aide alimentaire tirent la sonnette d'alarme sur leur manque de fonds et le nombre grandissant de personnes venant toquer à leurs portes (les seuls Restos du Cœur ont annoncé avoir accueilli 18 % de personnes en plus en 2023 par rapport à 2022). De plus, 45 % des habitantes et habitants du pays ont du mal à payer des frais médicaux ou leurs factures d'énergie. . Quand 1 % de la population française détient pas loin de 30 % du patrimoine du pays,

La moitié des personnes gagnant autour du smic sautent UN REPAS PAR jour.

16 millions de personnes renoncent chaque année à des soins par manque de médecin.

La France n'a jamais compté autant de millionnaires.

L'inflation est due pour la moitié à l'augmentation des bénéfices des entreprises.

Depuis 2022, la hausse des profits est responsable de coûts de l'énergie et des matières premières (Source : FMI)

Entre 2011 et 2021, dans les cent plus grandes entreprises françaises cotées en bourse, les versements aux actionnaires ont augmenté de 57 % !

200 milliards d'aides sont données aux entreprises sans contrepartie chaque année

142 milliards d'€ de bénéfices en 2022 pour les entreprises du CAC 40 et 2023 s'annonce historique.

Au 1^{er} trimestre 2023, les profits des entreprises agroalimentaires ont progressé de 18 % pour s'établir à 7 milliards.

Les véritables parasites de la société, sont les actionnaires des grandes entreprises qui reçoivent des dividendes d'une valeur obscène et plus largement les capitalistes, qui volent des milliards aux travailleurs et travailleuses en précarisant les emplois.

Le pouvoir au plus haut niveau veut faire participer tous les partis politiques ayant des représentants au parlement et au sénat de s'intégrer dans un dispositif de collaboration au nom bien entendu de l'intérêt commun, qui lierait patrons et salariés face à des problèmes communs. Aucun des partis concernés n'a refusé cette démarche, laissant entendre que l'on pourrait travailler entre gens de bonne compagnie. Dans le même temps, patronat et pouvoir manient la matraque pour signifier que ceux qui s'opposent à la loi d'airain du capital sont des voyous et des terroristes. Briser l'esprit de résistance de tous ceux qui se battent sur le terrain de la lutte des classes et refusent les diktats patronaux et du pouvoir. Idem avec la « conférence sociale » proposée par Macron aux directions syndicales pour tenter de contenir la colère de la population. Un dialogue social pour raser tous les acquis, ainsi dans le projet de loi de la sécurité sociale on trouve cet article : le 39 qui va limiter la portée de la faute inexcusable de l'employeur : une indemnisation réduite pour les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles et aucune pénalité financière supplémentaire pour les patrons ! Les amendements ne suffiront pas pour modifier le texte, le PLFSS a toutes les chances d'être adopté via le 49-3.

Tous les ans, près de 600 000 personnes sont accidentées au travail et 55 000 contractent une maladie professionnelle. Et pour 3 000 d'entre elles, la faute inexcusable est reconnue. Il s'agit souvent de pathologies sévères et de cancers professionnels, lourds de conséquences pour les salariés concernés.

Autre recul, la nouvelle convention de la métallurgie c'est un recul historique. Les salariés ne seront plus payés en fonction de leurs diplômes mais en fonction du poste qu'ils occuperont et le dialogue social se poursuit...

220 rassemblements ont été dénombrés ce vendredi 13 octobre, 4000 personnes, à Nantes, 15 000 à Toulouse 10 000 à Marseille. 2000 à Grenoble. A Lyon, 12 000 participants,

A Paris, La CGT annonce 20 000 personnes dans le cortège parisien,

Une grève peu suivie, le ministère de l'Éducation nationale annonce 3,59% de grévistes. Dans les transports, les perturbations ont été faibles. Localement des lignes de TER ont été perturbées, aucune annulation de TGV. A la RATP, seules deux lignes de RER et cinq de Transilien ont été touchées.

Ce n'est pas par le *dialogue social* qu'on inversera le rapport des forces pas plus que par des votes au parlement. Ce n'est que par des luttes puissantes, longues qu'on arrive à contraindre les capitalistes à lâcher sur les revendications des salariés. Continuer à lutter, développer partout la lutte de classe de plus en plus fort contre l'exploitation capitaliste, contre la politique de régression sociale du pouvoir. S'engager dans la lutte contre cette politique est le seul chemin, la

situation économique et sociale ne va pas connaître, pour les salariés d'amélioration, bien au contraire. Le tempo institutionnel est insuffisant, il faut une stratégie offensive faisant de la construction du rapport de force dans les entreprises et les services le point d'appui de la lutte. L'antagonisme entre capital et travail n'a jamais été aussi clairement établi. La vie démontre que l'opposition capital-travail est irréductible. Aujourd'hui comme hier, aucun aménagement n'est possible entre exploiters et exploités. La lutte des classes est présente partout.

Plus que jamais ce qui est à l'ordre du jour c'est la lutte des classes sociales et politique, son organisation et son développement. Faire s'exprimer la colère et organiser la riposte !

La situation internationale est marquée par une intensité accrue des conflits au sein du système impérialiste. Pour nous, l'impérialisme c'est la forme prise par le capitalisme mondialisé. Ces questions ne peuvent pas être détachées de la réalité nationale dont il faut comprendre les enjeux des décisions prises par les multinationales dans leurs stratégies de mise en mouvement du capital.

Nous exprimerons notre point de vue, comme nous l'avons décidé au 9^{ème} congrès par des initiatives régionales et une initiative nationale. Quelques dates : Loire atlantique le 5 janvier, Paris le 20 janvier. **L'initiative nationale se tiendra le samedi 23 mars 2024 à Paris au Maltais rouge.**

Nous sommes sollicités par des partis communistes pour des rencontres, ce que l'on dit et écrit ne laisse pas indifférent. Le 29 septembre, à leur demande, nous avons rencontré une délégation de l'organisation italienne *Proletari Comunisti* (PC). Michel Gruselle représentait le parti. Ce PC s'est constitué au début des années 1970 à partir du parti Communiste Marxiste Léniniste d'Italie. Leur analyse de l'impérialisme, stade de développement du capitalisme mondialisé et de la nature de la guerre en Ukraine, guerre inter impérialiste, rejoint la nôtre. Ils pensent que l'une des tâches principale du mouvement communiste est de s'unir pour combattre l'impérialisme. Nous avons décidé de rester en contact.

De même, Adrien Welsh, Secrétaire national Parti communiste du Québec (PCQ-PCC) nous a contacté et a répondu à nos questions, je vous renvoie au site. En novembre le PC Vénézuélien souhaite nous rencontrer, Jean conduira une délégation.

La mise en œuvre des décisions du congrès

Nous avons créé le parti Révolutionnaire COMMUNISTES et nous allons continuer à nous organiser et nous battre pour le développer dans une perspective de changement révolutionnaire de la société.

Nous avons les outils et les directions pour mettre en œuvre notre politique.

La pétition que nous avons lancée marque une première et va nous permettre de rester en liaison avec ses personnes.

L'organisation et le travail du parti.

Nous avons pris la décision de développer l'activité du parti pour le renforcer et améliorer la formation théorique de ses adhérents et leur permettre de mieux mettre en œuvre la politique du parti. Au dernier CN nous disions « *le bureau national et le comité national sont les organes de direction du parti. À ce titre, il leur revient de prendre les décisions d'organisation du parti. Ainsi, à chacune de leurs réunions une partie des discussions sera-t-elle consacrée au travail et à l'organisation du parti* ».